

BRÈVES SECTORIELLES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Du 27 au 31 mai 2024

Le chiffre de la semaine

LE CHIFFRE A RETENIR

5,2Md£

C'est le montant du rachat d'International Distribution Services (IDS), société mère de l'ancien monopole postal Royal Mail par la société EP Group, propriété du milliardaire Daniel Křetínský, qui est déjà le premier actionnaire d'IDS avec 27,5% du capital.

Energie-climat

Malgré une baisse du *price cap* de l'Ofgem en juillet, les factures d'énergie des marchés britanniques ne devraient pas baisser à moyen terme

Le plafond des prix de l'énergie fixé par l'Ofgem et reflétant la facture annuelle moyenne, diminuera en juillet prochain de 1 690 £ à 1 568 £, ce qui soulagera quelque peu les finances des ménages. Cependant, ce nouveau plafond reste supérieur de 400£ par rapport à la même période en 2021. Le régulateur du secteur de l'énergie prévoit que le niveau des factures devrait rester stable dans les prochains mois, notamment du fait des coûts liés au renforcement du réseau électrique pour intégrer les énergies renouvelables.

L'Environmental Audit Committee plaide pour une mise à jour de la stratégie de décarbonation du secteur maritime

Dans son dernier [rapport](#), l'Environmental Audit Committee de la Chambre des Communes plaide pour une mise à jour de la stratégie de décarbonation du secteur maritime dans les 3 mois suivant le début de la prochaine législature, estimant que la politique du gouvernement en la matière « risquait de dériver ». Le Royaume-Uni n'a toujours pas d'objectifs globaux ou provisoires détaillés pour décarboner le secteur du transport maritime et il n'a pas encore donné suite à sa promesse de légiférer pour inclure les émissions de l'aviation et du transport maritime internationaux dans le sixième budget carbone du Royaume-Uni, qui couvre la période entre 2033 et 2037. Le rapport souligne également un manque de pilotage et de financements au-delà de mars 2025 de UK Shore, l'unité dédiée à ce sujet au sein du DfT, ainsi que des « dérapages inquiétants dans la mise en œuvre de politiques prometteuses », telles que le développement de clusters maritimes fournissant des carburants maritimes propres ou l'électrification des quais des ports britanniques.

Selon ce rapport, la nouvelle stratégie du gouvernement devra inclure des objectifs de réduction des émissions du secteur maritime, un plan crédible pour les atteindre, une feuille de route pour la fourniture de carburants maritimes propres, le déploiement de navires propres, ainsi qu'une initiative d'optimisation des routes maritimes grâce à l'expertise du Royaume-Uni en matière d'hydrographie.

Environnement

Ofwat envisage un « régime de redressement » pour sauver les entreprises de distribution d'eau britanniques

Afin d'éviter la renationalisation ou la mise sous tutelle administrative des entreprises du secteur de l'eau en difficulté financière, comme Thames Water, l'autorité britannique de régulation de l'eau, l'Ofwat, envisage de créer un [« régime de redressement »](#) unique en son genre pour ces entreprises. Dans le cadre de ce système, les entreprises pourraient faire l'objet d'un contrôle plus étroit de la part du régulateur en contrepartie d'amendes moins importantes en cas d'infractions et d'objectifs plus réalistes en matière d'amélioration des infrastructures pour réduire les fuites d'eau et rejets d'eaux usées. Ce plan pourrait être annoncé dans les semaines à venir, afin d'éviter que Thames Water ne soit placée sous le régime d'administration spéciale du gouvernement, une forme de nationalisation qui pourrait durer plusieurs mois, voire des années.

L'australien BHP abandonne son projet d'acquisition du britannique AngloAmerican

Le groupe minier australien BHP a renoncé à formuler une offre ferme d'acquisition au conseil d'administration de son concurrent britannique AngloAmerican, après que celui-ci a refusé d'accorder à BHP un nouveau délai supplémentaire pour réviser son offre. BHP a présenté depuis avril trois offres, valorisant successivement AngloAmerican à 39Md\$, 43Md\$ et 49Md\$. Ces offres ont été rejetées par le conseil d'administration d'AngloAmerican, qui avait toutefois accepté l'octroi à BHP d'un délai supplémentaire pour prolonger les discussions. En vertu du droit boursier britannique, BHP ne pourra pas présenter de nouvelle offre dans un délai de six mois.

La transaction aurait permis à BHP de devenir le premier producteur mondial de cuivre (environ 10% de part de marché), mais aurait impliqué la vente des actifs d'AngloAmerican en Afrique du Sud (mines de diamant, de fer et de platine notamment).

ArcelorMittal alerte sur un projet de rénovation urbaine qui menace son activité au Royaume-Uni

ArcelorMittal a appelé le gouvernement à agir pour bloquer un projet de rénovation urbaine approuvé par la municipalité de Medway, dans le Kent, qui pourrait conduire à la fin de son activité au R-U. ArcelorMittal dispose dans le Kent d'un site qui importe et transforme de l'acier d'armature et qui emploie 800 salariés. Le bail d'ArcelorMittal sur ce site arrive à expiration en 2025, et la municipalité de Medway a approuvé un projet de rénovation urbaine et de promotion immobilière qui utiliserait une partie du site d'ArcelorMittal et « forcerait l'entreprise à quitter le Royaume-Uni, faute d'autre site adapté dans le pays », selon des représentants d'ArcelorMittal. Le gouvernement dispose toutefois d'un pouvoir de blocage sur le projet et a été saisi à cette fin par ArcelorMittal, qui n'attend pas de décision avant les élections générales du 4 juillet et l'installation du nouveau Parlement.

Transports

Le R-U doit doubler le rythme d'installation de points de recharge pour véhicules électriques pour atteindre l'objectif de 300 000 points publics en 2030, selon le cabinet Cornwall Insight

Le cabinet Cornwall Insight a publié son *Electric Vehicle Country Attractiveness Index* pour le T1 2024. L'indice mesure, chaque trimestre, l'attractivité de plusieurs pays européens pour l'achat de véhicules électriques et l'investissement dans les infrastructures de recharge. Le R-U se classe 9^{ème} (la France étant en 2^{ème} position du classement, derrière la Norvège). Le classement du R-U s'explique notamment par le rythme jugé « léthargique » du déploiement de

points de recharge publics, avec un rythme d'installation de 1300 points par mois sur les douze derniers mois alors que 225 000 points doivent encore être installés d'ici à 2030 pour atteindre l'objectif de 300 000 points en 2030 fixé par le gouvernement.

20% des Britanniques sont à l'origine de près de 50% des émissions liées aux transports, selon le think tank IPPR

Selon l'*Institute for Public Policy Research* (IPPR), les 20% de Britanniques les plus aisés sont à l'origine de près de la moitié des émissions liées aux transports.

Les déplacements des 0,1 % de Britanniques les plus riches sont à l'origine de 12 fois plus d'émissions que la moyenne britannique, en raison notamment d'une utilisation plus intensive de la voiture et de voyages en avion plus fréquents. Selon l'IPPR, le revenu est directement lié aux niveaux de mobilité et les personnes gagnant plus de 100 000£/an parcourent chaque année une distance au moins deux fois supérieure à celle parcourue par les Britanniques gagnant moins de 30 000£/an.



En conclusion, l'étude appelle le gouvernement à mettre en place des mesures de restriction de la demande pour le transport aérien et à améliorer l'offre de transports publics afin de réduire l'usage de la voiture.

Mobilité électrique – Zenobe, entreprise britannique spécialiste de la gestion de flottes et des batteries pour les opérateurs de bus électriques, a levé 410M£ auprès de plusieurs prêteurs dont Aviva (65M£), Société Générale, Lloyds, MUFG et NatWest. Zenobe souhaite utiliser ce financement pour poursuivre sa croissance, avec un objectif de déploiement d'une flotte de 2000 bus électriques au R-U et en Irlande à horizon 2026.

Secteur postal

EP Group, propriété de Daniel Kretinsky, va acquérir la société mère de Royal Mail

Le conseil d'administration d'International Distribution Services (IDS), société mère de l'ancien monopole postal Royal Mail et du distributeur de colis néerlandais GLS, a donné son accord pour l'acquisition de la société par EP Group. EP Group, propriété de Daniel Křetínský, est déjà le premier actionnaire d'IDS, dont il détient 27,5% du capital. L'opération valorise IDS à 5,2Md£.

Selon les termes de la transaction, EP « s'est engagé à préserver les niveaux de service et à maintenir le siège de la société au Royaume-Uni ». M. Křetínský a cependant également déclaré que « le marché d'IDS évolu[ait] rapidement et que l'entreprise [devait] accélérer sa transformation et ses investissements dans la modernisation pour ne pas se laisser distancer par la concurrence ».

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Tiédel Sow (Transports, Industrie), Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr